

TRIBUNE

Pourquoi Emmanuel Macron devrait convertir les Français au libéralisme

TRIBUNE. Selon Klaus Kinzler, professeur de langue et de civilisation allemandes, ce qu'il se passe Sciences Po Grenoble, où l'on forme de futures élites, est le symptôme du vent antilibéral qui traverse notre pays. Et c'est inquiétant.



Klaus Kinzler, enseignant en poste à l'IEP depuis vingt-cinq ans, accusé par des élèves d'islamophobie et suspendu.
© William BEAUCARDET/REA POUR « LE POINT »

Par Klaus Kinzler*

Publié le 18/04/2024 à 19h45

Temps de lecture : 12 min

Le grand public se souvient peut-être de « l'affaire des affiches » qui, en mars 2021, a plongé **l'Institut d'études politiques de Grenoble dans une tempête médiatique** durant plusieurs mois. Depuis, la folie ordinaire est de retour dans cet IEP de région qui, comme ses homologues, a jeté aux orties sa mission initiale de 1948 : former des hauts cadres de la nation dans les secteurs public et privé, équipés d'un solide bagage pluridisciplinaire et d'un esprit critique aiguisé.

Avec l'arrivée massive, il y a une dizaine d'années, d'une nouvelle génération d'enseignants-chercheurs-militants, cette école s'est transformée en un laboratoire social où l'excellence est devenue un gros mot, où le débat contradictoire a été remplacé par l'intimidation et où l'on se consacre à la diffusion d'idées dont le dénominateur commun est qu'elles sont la cause de l'irréformabilité de la France et, partant, de son déclin.

À l'heure où notre gouvernement semble prendre conscience de l'insoutenabilité de la dette française, l'IEP de Grenoble apporte *a contrario* la preuve que dans certains milieux financés par l'État, on continue à enseigner et à mettre en pratique le credo selon lequel les lois de l'économie s'appliquent à tous les pays à l'exception de la France. Résumons brièvement le « mouvement social » qui s'y déroule depuis le début de l'année.

En janvier 2024, la direction décide de confier le service de nettoyage des locaux, qui fonctionne mal, à une entreprise privée. Cette mesure concerne trois contractuels employés jusque-là en CDD. Fustigeant l'« excès de zèle managérial de la direction », les élus syndicaux de l'établissement demandent à la direction le retrait du projet. Comme celle-ci refuse de céder, une trentaine d'étudiants bloquent les accès de l'Institut le 21 février.

Depuis, le mouvement se poursuit à un rythme d'un ou deux blocages par semaine, le fonctionnement de l'établissement étant gravement perturbé et l'organisation des cours aléatoire. Aux dernières nouvelles, une A.G.

des étudiants a pris l'initiative d'organiser un référendum sur la question, qui a eu lieu le 17 avril, devant l'entrée de l'établissement.

Symptômes d'un antilibéralisme

Retenons trois caractéristiques de ce mini-événement, qui serait inintéressant s'il ne portait pas en lui tous les symptômes de l'antilibéralisme français :

1. Les forces antilibérales méprisent la démocratie libérale et les libertés qu'elle garantit

Les étudiants de l'IEP de Grenoble n'aiment pas l'économie de marché et préfèrent à 70 % les idées d'un Jean-Luc Mélenchon. On aurait tort de s'en offusquer : le peu de sympathie qu'ils éprouvent pour le libéralisme économique, ils le partagent avec 62 % des Français, **le peuple le plus anticapitaliste du monde occidental.**

Quand leurs élus syndicaux leur expliquent que la décision de la direction conduira à la *précarisation* de trois contractuels de l'Institut, il n'est guère surprenant que ces étudiants affichent leur scepticisme.

Dire et même crier haut et fort que l'externalisation du service de nettoyage d'un établissement universitaire est « un acte de précarisation qu'il faut combattre » est l'expression une *opinion* couverte par *la liberté d'expression*, clé de voûte de la démocratie libérale. Or, les lois que celle-ci s'est données pour se protéger de ses ennemis fixent des limites claires quant aux modalités selon lesquelles ce droit fondamental peut être exercé.

En l'occurrence, un *sit-in* – acte de *désobéissance civile* par excellence – où les activistes de l'IEP auraient choisi le blocage *symbolique* de l'établissement en s'asseyant devant l'entrée tout en laissant passer les usagers désireux de vaquer à leurs occupations, aurait été une forme de protestation parfaitement légale, la liberté d'expression des uns cohabitait harmonieusement avec la liberté d'aller et venir des autres.

Or, les choses se passant en France, les activistes ont décidé d'obstruer hermétiquement tout accès à l'IEP : au lieu de profiter des innombrables modes d'action mis à leur disposition par l'ordre démocratique, ils se sont octroyé *la liberté de se mettre au-dessus de la loi*. Pour exprimer une opinion, ils ont choisi d'abolir les libertés fondamentales de leurs camarades.

2. Les forces antilibérales portent préjudice à ceux qu'elles prétendent défendre

Si par le choix de leurs moyens d'action, les jeunes activistes grenoblois ont donc quitté le cadre de la démocratie libérale, l'analyse de leur discours, légitime en soi, montre l'absence chez eux de toute curiosité quant au fonctionnement du système économique qu'ils honnissent.

Dans le cas qui nous intéresse, les entreprises ayant répondu à l'appel d'offres public se déclaraient prêtes à accepter le cahier des charges de la direction prévoyant l'embauche des contractuels en CDI ainsi que leur maintien au sein de l'établissement. Outre la sécurité de l'emploi, la reprise par une entreprise privée aurait apporté aux agents, à rémunération identique, de nombreux avantages que le service public ne peut leur offrir : tickets-restaurants, chèques vacances, prime de participation, prime de qualité, prise en charge de la mutuelle d'entreprise à 50 %. Sans parler des nouvelles perspectives professionnelles qui leur seraient ouvertes, comme la possibilité d'une promotion au rang de chef d'équipe avec évolution salariale.

L'externalisation du service de nettoyage se serait donc soldée par une amélioration de la situation professionnelle des agents, ce qui signifie tout simplement que la présumée « défense » de ces trois hommes par les syndicalistes est en réalité une bataille absurde menée *contre les intérêts* de ces derniers et – paradoxe qui échappe probablement aux militants – un moyen sûr de *pérenniser* la situation de *précarité* dans laquelle les enferme le CDD qui les lie à l'IEP.

Ajoutons que le philosophème choisi par les syndicalistes pour donner un peu de hauteur à leur lutte – « Le privé, c'est la précarité » – témoigne de quelques lacunes en histoire. En vantant l'utopie d'une économie

nationale accueillant dans le giron de l'État les 21,16 millions de salariés français du privé, ils semblent ignorer le subit effondrement, en 1989, des paradis socialistes de l'Est où à peu près tout le monde était fonctionnaire.

3. L'impunité systématique accordée aux auteurs de troubles renforce l'extrême droite

Face à la violence d'une minorité agissante, l'administration de l'IEP de Grenoble est démunie : quand elle demande l'intervention de la police, le président de l'université refuse son accord ; quand elle exprime des sanctions à l'encontre de deux étudiants bloqueurs, elle doit rétropédaler sous la pression des syndicats... et des enseignants. Reste à attendre la fin du semestre, quand les étudiants repartent chez eux et que les mouvements sociaux retombent généralement comme un soufflé. Seul inconvénient de cette stratégie horriblement court-termiste : arrivé septembre, on prendra les mêmes et on recommencera.

Je n'ai jamais compris l'obstination – qui défie le bon sens – à ne pas sanctionner les étudiants dont les modes d'action piétinent allègrement les libertés fondamentales de leurs camarades. Un conseil de discipline rondement mené, l'exclusion définitive des meneurs et le tour est joué. Sévères mais méritées eu égard à la gravité des actes commis, ces sanctions seraient suffisamment dissuasives pour étouffer dans l'œuf les velléités de potentiels imitateurs, mettant ainsi fin à l'affligeante tradition, renouvelée année après année, des semestres gâchés.

Ce qui peut être observé à l'échelle infiniment petite d'un IEP de province peut l'être également à celle de la France grandeur nature : depuis des décennies, l'impunité y est érigée en « droit de l'homme » dès lors qu'un groupe de militants armés de drapeaux rouges, affublés de vestes jaunes ou au volant de tracteurs verts s'avise de se déclarer « en colère » et décide, pour arriver à ses fins, de prendre d'autres Français en otage. « Autrement, on ne nous écoute pas », expliquent-ils. Dans une démocratie en bonne santé, l'argument ferait rire et rappellerait Obélix menaçant de retenir sa respiration « jusqu'à ce qu'il m'arrive quelque chose ». En France, personne n'interroge cet argument, alors que son acceptation collective est lourde de conséquences.

La première est qu'en démocratie, une situation où l'État a coutume d'appliquer à M. Dupont la loi dans toute sa sévérité, et de ne pas l'appliquer à MM. les militants est une aberration. L'un, paisible automobiliste, dépasse la vitesse autorisée de 5 km/h sur une départementale et paie 135 euros cash. Les autres, automobilistes « en colère », bloquent un carrefour autoroutier, le quittent neuf jours plus tard en laissant au contribuable une facture de 150 000 euros de remise en état de la chaussée et s'en sortent impunément.

M. Dupont en tire la conclusion que les lois de la République sont en réalité un concept vide de sens dont l'application dépend du seul pouvoir de nuisance de chaque citoyen. Perdant sa foi en la démocratie et ses institutions, il se met à la recherche d'alternatives politiques et d'un parti dans lequel on partage son analyse.

Une « démocratie de la rue »

La seconde conséquence de ce folklore permanent est le remplacement subreptice de la démocratie parlementaire par une *démocratie de la rue*. Celle-ci pousse les gouvernements successifs à reporter *sine die* les réformes de structure permettant au pays de s'adapter aux évolutions du temps.

En France, cinquante ans de laxisme et de démagogie ont créé un État-providence unique au monde, dont l'un des inconvénients est qu'il engloutit chaque année 34 % du PIB, soit 800 milliards d'euros. Champion européen des dépenses publiques (58,2 % du PIB contre 49,3 % dans l'UE), l'État affiche désormais une dette publique à 110 % du PIB (contre 89,9 % dans l'UE), dont le service engloutira la somme rondelette de 84 milliards d'euros en 2027. Quant au déficit budgétaire (154 milliards d'euros en 2023), il semble être définitivement hors de contrôle, ce qui fait craindre à un nombre croissant d'économistes que sans changement de cap radical, la dette française ne soit plus soutenable.

Dans ces conditions, non seulement la *reconstruction de la France d'aujourd'hui* semble financièrement hors de portée : reconstruction de l'école ; financement de la justice, de la police et construction de nouvelles prisons ; lutte contre l'islamisme ; maîtrise de l'immigration ; lutte contre l'insécurité et le crime organisé ; crise des hôpitaux, etc. Pire, c'est la *construction de la France de demain* qui devient un objectif inatteignable : d'où

viendront les faméux investissements indispensables à l'accompagnement du vieillissement de la population, à la recherche, aux nouvelles technologies (IA), à l'énergie verte, à la défense nationale, etc. ?

Une politique radicalement réformatrice – à l'instar de celle entreprise par le social-démocrate Gerhard Schröder dans les années 2000 – est susceptible de sortir la France de l'impasse où elle se trouve. Le problème, c'est qu'en 2022, les Français – traditionnellement hostiles à toute réforme exceptée celle qui leur permette de travailler moins en gagnant plus – ont privé le président de sa majorité et donc du moyen de poursuivre sur la voie difficile des réformes. L'opposition, elle, est divisée en clans, sectes et ego surdimensionnés, tous incapables de proposer une quelconque vision d'avenir réaliste.

Sonnette d'alarme républicaine

Tandis que la jeunesse de l'IEP de Grenoble passe son temps à mettre la touche finale à son utopie d'un monde sans précarité ni CO₂, un sondage d'opinion commandité par LR en décembre 2023 tire la sonnette d'alarme : il révèle qu'en cas de dissolution de l'Assemblée, le Rassemblement national aurait obtenu à cette date une majorité relative, voire absolue (entre 243 et 305 sièges sur 577). Le camp Macron ne serait plus dès lors qu'une peau de chagrin (entre 117 et 165 députés), tout comme la Nupes (entre 55 et 79 parlementaires). Quant aux Républicains, ils auraient tout juste sauvé leur maigre troupeau (entre 44 et 60 élus). Ce qui nous offre le scénario cauchemardesque d'une présidence Le Pen pourvue d'une majorité absolue à l'Assemblée, hypothèse chaque jour plus plausible.

L'anticapitalisme des élites intellectuelles françaises (dont le corollaire est leur antiaméricanisme) fait partie du patrimoine culturel (pour Jean-Paul Sartre « un anticommuniste [était] un chien »). Cette « exception française » – encore une – continue à vivre non seulement au sein de LFI, d'une grande partie des écologistes et chez le 1,2 million d'enseignants, mais aussi dans les cerveaux d'une majorité de Français. Au lieu de soutenir l'effort des (rares) gouvernements élus sur la promesse de sauver l'État-providence en le réformant, ces citoyens, paradoxalement, saisissent ensuite toutes les occasions pour s'opposer aux mesures proposées pour y arriver. L'ironie de l'histoire est qu'en précipitant ainsi l'effondrement du mini-socialisme qu'ils se sont créé, les Français sont sérieusement convaincus qu'ils vivent dans un enfer néolibéral.

Qu'une majorité de la population française puisse rejeter un système politique et économique qui lui offre un niveau de liberté et de prospérité jamais atteint dans l'histoire de l'humanité est un cas pour le psychiatre et laisse perplexes ceux des Européens qui ont grandi loin des rivages de la Méditerranée. Qui, se demandent-ils, va défendre ce système quand, comme c'est le cas aujourd'hui, **il prend l'eau de toutes parts** et que ses ennemis sont assez forts pour lui donner le coup de grâce ? Et que deviendra, dans ce cas, l'Europe ?

Le président actuel, qui ne peut pas se présenter aux élections de 2027 et que l'absence de majorité risque de condamner à l'impuissance, a la possibilité de consacrer les trois années qui lui restent à deux tâches essentielles : a) écarter – « quoi qu'il en coûte » – le danger d'une crise aiguë des finances publiques dont on peut craindre qu'elle se solde par une situation de chaos civil ; b) troquer la toge jupitérienne contre l'humble habit de pédagogue de la nation : d'abord en rappelant aux Français les origines philosophiques, politiques et économiques du monde dans lequel ils ont l'insigne privilège de vivre ; ensuite en développant avec eux un grand projet fédérateur d'avenir autour d'un corpus de valeurs *autres* que les fameuses « valeurs républicaines », formule galvaudée où tout le monde met ce qui l'arrange. Ces valeurs, peu en odeur de sainteté en France, quand elles ne sont pas rejetées en bloc, s'inspireraient des traditions libérales de l'Europe : néolibérale, ordolibérale (le modèle allemand) ou social-démocrate. Elles seules seront en mesure de guérir la France.

S'il y parvenait, Emmanuel Macron entrerait dans l'histoire comme « sauveur de la nation en détresse », léguant aux Français les outils conceptuels nécessaires pour relever les défis de demain. Y est-il prêt ? Si oui, les Français seront-ils disposés à le suivre sur cette voie qui les obligera à ôter les œillères d'une époque révolue ?

***Klaus Kinzler**, professeur de langue et de civilisation allemandes, est l'auteur de **L'islamogauchisme ne m'a pas tué** (éditions du Rocher, 2022). Enseignant en poste à l'IEP depuis vingt-cinq ans, il a été accusé par des élèves d'islamophobie et suspendu.